

## Quels territoires « prioritaires » sont produits par le Grand Paris ?

### AUTEUR

Alexandre FAURE

### RÉSUMÉ

Le Grand Paris de 2007 est porté par l'ancien président du conseil général des Hauts-de-Seine, Nicolas Sarkozy. En lançant ce projet, il ne présente pas seulement une vision de la compétition internationale entre les métropoles, mais aussi une conception de ce qu'est l'urbain contemporain. Il dessine une image de la banlieue, négativement perçue, produit d'une histoire quasiment décadente, d'un futur incertain, d'un présent difficile, que son projet corrigerait. En revenant sur les débats parlementaires et sur ses discours de 2007, nous montrons que le Grand Paris construit une image de la ville mettant en opposition les « bonnes pratiques » de la droite alto-séquanaise aux communautarismes du communisme séquan-dyonisien. Très loin de son objectif affiché de lier les parties de la métropole entre-elles, le Grand Paris s'avère être un projet idéologique qui tente de reconfigurer le récit métropolitain en réagençant le passé au profit d'un futur libéral sur le modèle londonien.

### MOTS CLÉS

Narrativisme, Grand Paris, métropole, banlieue, temps

### ABSTRACT

In 2007, Nicolas Sarkozy, former President of France and, at this time, President of the Hauts-de-Seine Departemental Council near Paris, launches a new project: the Grand Paris. It is a mix between critics of what is called in France *politique de la ville* (city policy), the political orientation of the previous left government (1997-2002) and orientations of local authorities who are managed by the left. He draws a very negative representation of suburbs, as the outcome of a decadent past, with an uncertain future and the reflection of the present crisis of our society. By studying debates in the French National Assembly and Nicolas Sarkozy's discourses, I will demonstrate the opposition of a model coming from the Western Parisian region (his political fief) and another coming from the Northern part (the poorest). Moreover, this communication will present an alternative vision of the Grand Paris project, to enlighten ideological opposition, since Nicolas Sarkozy imagine Paris through the London's paradigm.

### KEYWORDS

Narratives, Grand Paris, Metropolitan, Suburbs, Time

### INTRODUCTION

Nicolas Sarkozy prononce en 2007 un discours fondateur du Grand Paris (discours de Roissy du 26 juin 2007), dans lequel il dessine les grandes lignes de la politique qu'il entend mener dans la région parisienne. Ce discours a fait l'objet de nombreuses analyses sur son contenu, dont celles de Frédéric Gilli (2014), Jean-Pierre Orfeuillet et Marc Wiel (2012). Cependant, peu de chercheurs se sont intéressés à la vision de la ville que porte ce discours, et le programme du Grand Paris dans sa généralité.

Rappelons pour commencer que Nicolas Sarkozy est président de la République, ancien président du conseil général (PCG) des Hauts-de-Seine et ancien maire de Neuilly-sur-Seine.

Il fut aussi ministre de l'Intérieur pendant de longues années comme le montre le tableau récapitulatif de sa carrière ci-dessous. Son territoire d'élection est celui d'une commune très riche (à la fois sur le plan budgétaire et au regard de la sociologie de ses administrés), proche de Paris et de la Défense, mais aussi des communes en difficultés regroupant des populations pauvres de la région parisienne (au nord avec Gennevilliers et à l'ouest avec Nanterre).

Tableau 1. Récapitulatif de la carrière de Nicolas Sarkozy

Années/Nom	Mandat	Depuis	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Nb année	
Nicolas Sarkozy (UMP)	PCR																				
	CR	83-88																			5
	PCCG																				3
	CG	85-88																			3
Neuilly-sur-Seine	Maire	83																			19
	CM	77-83																			10
	EPCCI																				
Hauts-de-Seine	EPCI																				
	AN	88-93	95																		13
	S																				
	De	99																			1
	Gvl	93-99																			11

Son propos articule une vision du passé glorifiant la période gaulliste et dénigrant la gestion de la ceinture rouge, à celle d'un avenir imaginant Paris en haut de la hiérarchie des villes dans la compétition libérale et d'un présent qui doit fournir les outils nécessaires à ce projet. Il incarne à lui seul la cohabitation des régimes d'historicité futuriste (dominés par la notion de progrès) et présentiste, ou plus exactement, la permanence du futurisme dans le présentisme. Il place sa pensée dans une vision libérale et conservatrice. Paris est en concurrence avec les autres villes-mondes et il faut que l'État la soutienne dans cette compétition. Pour cela, il présente les « quatre leviers » qu'il souhaite actionner :

1. Jouer sur les infrastructures dans une vision keynésienne de la croissance, en créant de grands projets fédérateurs autour d'un nouveau métro périphérique. Ce point s'opposerait à la politique régionale pour la gratuité des transports aux bénéficiaires du RMI. Pour Nicolas Sarkozy, l'équation est simple : « Il vaut mieux investir pour qu'ils aient un emploi, qu'ils quittent le RMI plutôt que de les enfermer dans une politique d'assistance. Parce que, lorsqu'on est au RMI, même lorsque l'on a le transport gratuit, on est pas heureux ».
2. Jouer sur l'urbanisme : dense au centre, pavillonnaire en périphérie.
3. Jouer sur l'attractivité en accroissant et en renforçant le rayonnement de Paris grâce à la recherche et à l'enseignement supérieur (création de clusters dans des campus à l'américaine, promotion de l'entrepreneuriat étudiant).
4. Jouer sur la refonte des institutions territoriales avec la création d'un EPCI parisien.

Ce discours caractérise le retour en *top-down* de l'État en Île-de-France et d'une vision spécifique de la région parisienne, très américanisée et en rupture avec le modèle de développement promu par Paul Delouvrier et le général de Gaulle. De plus, il revient sur les principes des décentralisations précédentes et la volonté de l'ancien PCG des Hauts-de-Seine, Charles Pasqua, de donner au conseil régional (CR) une plus grande autonomie.

Pourtant, il y a des points communs entre les visions régionales et gouvernementales : elles essaient de mettre en avant la ville comme espace commun souhaitable. C'est la définition de celle-ci qui diverge. À la lecture de la version du SDRIF (schéma directeur de la région Île-de-France) de février 2007, il est possible d'établir précisément les facteurs de la crise qui émerge au moment du Grand Paris : un conflit idéologique sur la représentation de la ville entre le conseil régional et le président de la République soutenu par la droite alto-séquanaise.

## 1. CONFLIT IDÉOLOGIQUE SUR LA DÉFINITION DES OBJECTIFS

Ce que Nicolas Sarkozy dénonce dans « l'éclatement » de la région lors de son discours de Roissy, Jean-Paul Huchon le dénonce sous le mot « inégalité ». Pour lutter contre ces maux, les deux présidents insistent sur l'objectif de « cohésion ». Celle-ci est utilisée sans autre qualificatif par Nicolas Sarkozy alors qu'elle est complétée par « sociale » et déclinée dans la sous-partie 1.1 du SDRIF : « Favoriser l'égalité sociale et territoriale et améliorer la cohésion sociale : vers une région plus solidaire ». Dans ce titre qui semble être un amoncellement de mots clés, ressortent plusieurs représentations temporelles qui viennent justifier la citation ci-dessus. Le terme « favoriser » vient appuyer l'aspect collaboratif et incitatif du SDRIF. Le CR ne veut pas imposer brutalement sa vision du territoire, mais la partager avec les autres acteurs qui sont régulièrement cités en préambule, comme dans le reste du document.

Pour promouvoir la cohésion régionale, Nicolas Sarkozy propose la croissance comme facteur central. Le CR ne la considère ni comme un facteur essentiel, ni comme un objectif de l'aménagement territorial. Dans le projet de SDRIF de février 2007, la croissance n'est abordée qu'une seule fois – en 187 pages et sur une trentaine d'occurrences – comme un objectif (p. 81). Cela correspond à la sous-partie 2.4 « Accueillir l'emploi et stimuler l'activité économique, garantir le rayonnement international », dans laquelle le SDRIF prévoit la création de plusieurs clusters pour favoriser la recherche et « l'économie du savoir, créatrice de valeur et porteuse de croissance future ». Ces clusters sont similaires à ceux proposés par Nicolas Sarkozy dans sa vision de l'aménagement du territoire. Ainsi les mêmes moyens servent des objectifs foncièrement différents. Nicolas Sarkozy, à l'image d'une partie de la droite francilienne, se positionne dans la continuité du modèle économique libéral qui a permis le développement industriel de l'Occident. Ce modèle s'est transformé en une croissance tertiaire et financière qui a accompagné la désindustrialisation du Nord au « profit » des Suds. Le CR se départ de la vision présidentielle en incluant une transition écologique qui ne fait pas de la croissance économique le but de son action. La « cohésion sociale » (1.1) s'accompagne donc d'une vision écologique du développement explicitée en 1.2 : « Anticiper et répondre aux mutations ou crises majeures liées notamment au changement climatique et au renchérissement des énergies fossiles ». Cette sous-partie porte la marque de l'alliance entre EELV (Europe Écologie les Verts) et le PS lors des régionales de 2005 et notamment la nomination de Mireille Ferri (EELV) à la révision du SDRIF. L'utilisation des termes « anticiper » et « répondre » place le CR dans une position de réaction là où Nicolas Sarkozy tente d'être pro-actif. La signification paradigmatique de ces notions est confirmée par leur configuration syntagmatique qui les pose en résultat de l'interprétation d'une cause (« mutations ou crises majeures ») ce qui situe l'agir en aval du phénomène, en réception du mouvement, loin de l'idée d'initier le cours des choses. Finalement, pour « favoriser l'égalité sociale » (1.1) et « anticiper et répondre aux mutations » (1.2), il faut, selon le CR, « développer une Île-de-France dynamique maintenant son rayonnement mondial » à travers « l'anticipation des mutations économiques », la consolidation de la structure économique de la région, tout cela par « l'accompagnement » de l'économie du savoir et de « l'excellence ». Les objectifs sont différents mais pas les moyens d'y arriver.

## 2. UNE DÉFINITION CARICATURALE DES TERRITOIRES PRIORITAIRES

La vision caricaturale du président répond à son ancrage idéologique. Il décrit au cours de son discours l'enchaînement argumentatif qui l'amène à penser la banlieue parisienne comme un échec : « Retrouver la cohésion, c'est simplement reconstruire une ville équilibrée à partir

d'une agglomération en voie d'éclatement. L'éclatement, ce sont ces familles qui vont habiter à une heure et demie de voiture parce que le logement est trop cher ». La question du logement entraîne la question du transport. « L'éclatement ce sont ces quartiers qui ne sont reliés au monde que par un bus qui passe tous les quarts d'heure quand il ne se fait pas caillasser ». La question des transports amène celle de la sécurité. Il est le mieux placé en tant qu'ancien ministre de l'Intérieur. « L'éclatement, ce sont ces artères démesurées qui libèrent les voitures mais enferment les riverains ».

Ce diagnostic doit être contextualisé en fonction du rapport de forces au sein des institutions politiques franciliennes (ce que nous ferons dans notre communication finale). L'attaque sur le plan de la sécurité est dans la continuité de son engagement présidentiel et plus généralement de celui de la droite lors des dernières échéances électorales. Après avoir posé les bases de son argument, il propose un regard passéiste et totalement achronique sur la banlieue parisienne : « Aux origines de cette agglomération lorsque Paris s'est constituée, les choses se sont faites différemment. Le mur de Charles V est devenu les Grands Boulevards, le mur des Fermiers généraux est devenu le boulevard St-Jacques et l'avenue Kléber, les fortifications de Thiers, les boulevards des maréchaux. On ne créait pas seulement des rocadés, mais des places, des carrefours. Mais une fois le Périphérique construit, et franchi, cette ambition, perdue, dans un autre monde ».

La modernité urbaine est pour lui un échec. Il voit la banlieue comme un espace sans ambition et sans intérêt, qui n'a ni « place », symbole de l'espace public, ni « carrefour », symbole de l'échange. Il y avait une dynamique d'extension du centre qui n'existe plus selon lui. Il aspire à un futur passé. « Je crois qu'il faut retrouver l'esprit d'Hausmann dans le Paris de 1860 et de Pierre-Charles L'Enfant dans le Washington de 1800. Plutôt que de vouloir comme Alphonse Allais, construire des villes à la campagne, pourquoi ne pas construire une vraie ville dans nos banlieues ? ».

En effet, le président de la République se positionne en héritier de la vision gaullienne de l'aménagement en citant régulièrement Paul Delouvrier. Tout comme lors de l'écriture du SDAU en 1965, Nicolas Sarkozy exprime son rejet de l'actuel urbanisme de la banlieue qui est présentée comme une non-ville. De plus, il met en avant la question du logement. Si une partie de la gauche et des chercheurs considère le manque de logement comme l'essence de la crise francilienne, la droite, et notamment une partie des Hauts-de-Seine et des Yvelines, dénoncent la construction de logements sociaux et la loi SRU qui portent, selon eux, une vision significatrice de la métropole qui serait préjudiciable. La divergence droite-gauche est fondamentale sur cette question.

## **CONCLUSION MÉTHODOLOGIQUE**

L'objectif de cette communication est de montrer les tenants et les aboutissants de la vision de la ville déployée par Nicolas Sarkozy et par le conseil régional dans le schéma directeur de la région Île-de-France. En se référant aux débats parlementaires concernant la loi de 2010 relative au Grand Paris, il est possible de dessiner les différents profils de territoire prioritaire urbain francilien que les politiques s'opposent. À travers une sociologie des acteurs engagés dans la métropolisation parisienne, nous définirons les grandes lignes de ces territoires et nous analyserons l'influence de ces représentations sur les politiques publiques engagées tout en œuvrant à une étude du rôle de ces représentations dans la légitimation politique des élus franciliens.

## RÉFÉRENCES

- Beaucire F., Drevelle M., 2013, « "Grand Paris Express" : un projet au service de la réduction des inégalités d'accessibilité entre l'Ouest et l'Est de la région urbaine de Paris ? », *RÉRU*, p. 437-460.
- Gilli F., 2014, *Grand Paris. L'émergence d'une métropole*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Morvan B., 2014-2015, « Émergence d'un récit contradictoire du périurbain dans la métropole du Grand Paris : le cas de l'institut du Mont Ézard à Villecresnes au sud-est du Val-de-Marne », *Quaderni*, n° 86, p. 67-77.
- Orfeuil J.P., Wiel M., 2012, *Le Grand Paris. Sortir des illusions, approfondir les ambitions*, Paris, Scrineo.
- Pagés D., 2010, « La Métropole parisienne et ses récits : du projet de territoire à une possible identité narrative dialoguée ? », *Quaderni*, n° 73, p. 9-24.
- Rustenholz A., *De la banlieue rouge au Grand Paris. D'Ivry à Clichy et de St-Ouen à Charenton*, Paris, La Fabrique.
- Secchi B., Viganof P., 2011, *La ville poreuse. Un projet pour le grand Paris et la métropole de l'après Kyoto*, Paris, MetisPress.
- Subra P., 2013, « Le Grand Paris, stratégie urbaines et rivalités géopolitiques », *Hérodote*, n° 135, p. 49-79.
- Subra P., 2014, « Métropole de Paris. Les aventures extraordinaires d'un projet de loi », *Hérodote*, n° 154, p. 158-176.

## L'AUTEUR

**Alexandre Faure**  
EHESSE – GGH-Terres  
[alexandre.faure.ribiere@gmail.com](mailto:alexandre.faure.ribiere@gmail.com)